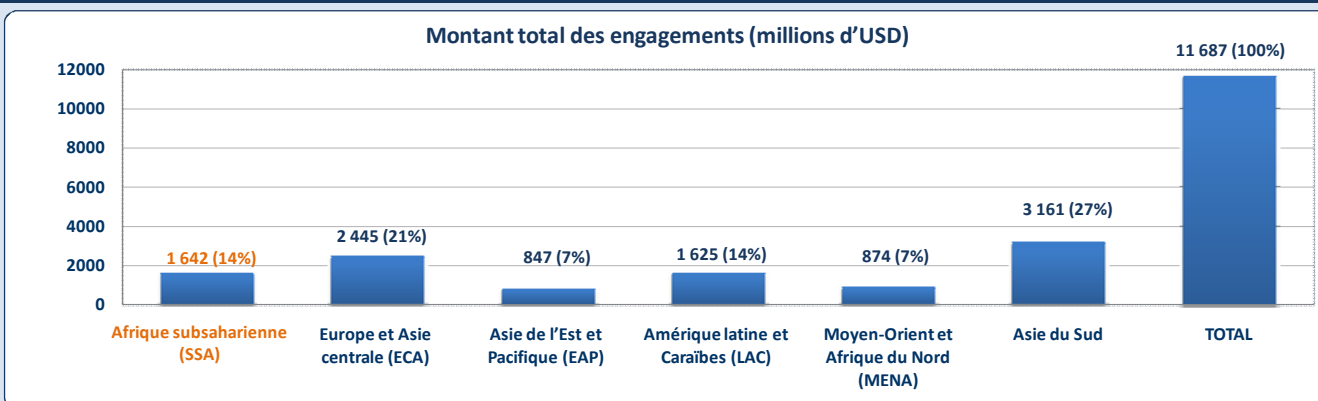


Le CGAP cherche à améliorer la transparence sur les flux de financement de la microfinance. Cette année, pour la première fois, l'enquête sur les sources de financement de la microfinance inclut des données d'information, sur le portefeuille des principaux bailleurs de fonds et des investisseurs en microfinance. Pour de plus amples informations, consulter le site: [www.cgap.org/funders](http://www.cgap.org/funders).

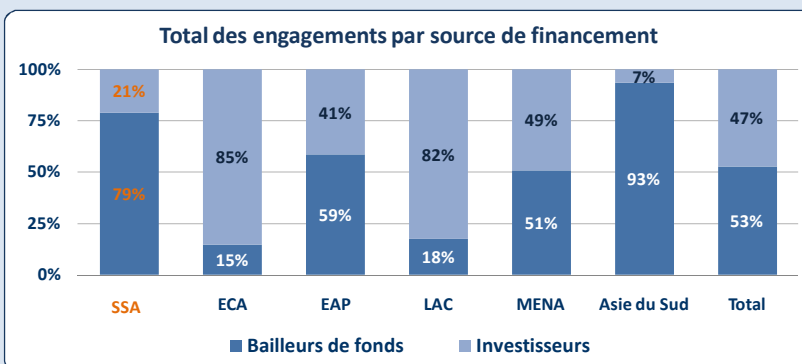
### Combien?



Nombre d'institutions participantes: 54

Note : Les projets mondiaux ne sont pas inclus dans ce graphique. Ils représentent environ 1 094 millions d'USD (9 %).

### Qui?



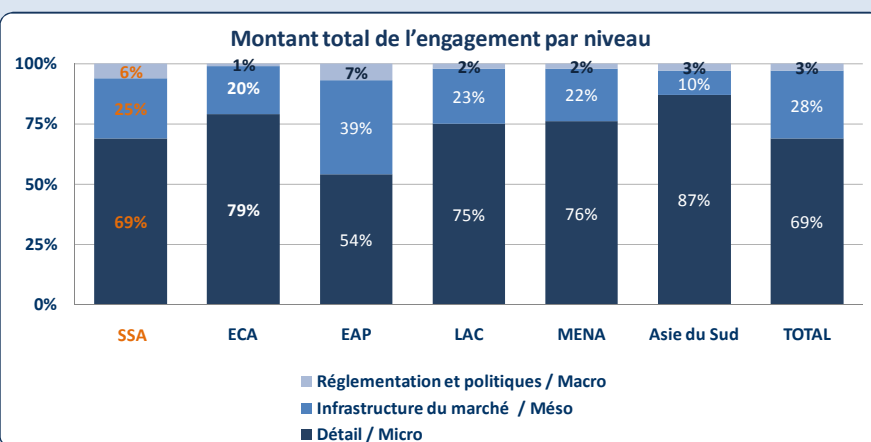
Nombre d'institutions participantes: 54

### Les cinq sources de financement les plus importantes de SSA

Rang	Type d'institution	Pourcentage du total des engagements
1	BAfD - Organisme multilatéral	17%
2	FIDA - Organisme multilatéral	15%
3	KfW - IFD*	7%
4	GTZ - Organisme bilatéral	7%
5	DCA USAID - IFD	6%
<b>Cinq sources confondues</b>		<b>52%</b>

\* IFD = Institutions de financement du développement

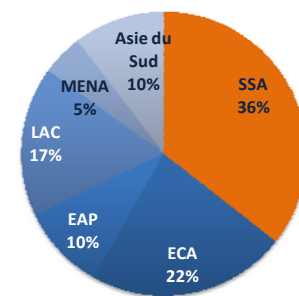
### Objectif ?



Nombre d'institutions participantes: 49

Note: Les financements au niveau micro ciblent directement les IMF. Les financements au niveau méso ont pour objet de soutenir l'infrastructure générale du marché ou sont utilisés pour les prêts à des structures faitières de refinancement pour les IMF. Les financements au niveau macro ou à l'appui des réformes sont destinés à établir un environnement réglementaire et politique favorable à la microfinance.

### Nombre de projets comportant un volet renforcement des capacités au niveau micro



## Où ?

< 50 millions d'USD				50-100 millions d'USD	>100 millions d'USD
Madagascar	Congo	Mauritanie	Soudan	Éthiopie	Ouganda
Angola	Congo, Rép. dém.	Maurice	Swaziland	Tanzanie	Ghana
Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Namibie	Togo	Nigeria	Kenya
Burundi	Gambie	Niger	Zambie	Mali	Mozambique
Cameroon	Guinée	Rwanda	Zimbabwe	Sénégal	
Cap-Vert	Guinée-Bissau	Sao Tome-et- Principe		Benin	
République centrafricaine	Lesotho	Sierra Leone			
Tchad	Liberia	Somalie			
Comores	Malawi	Afrique du Sud			

■ Pays à faible revenu   
 ■ Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure   
 ■ Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure

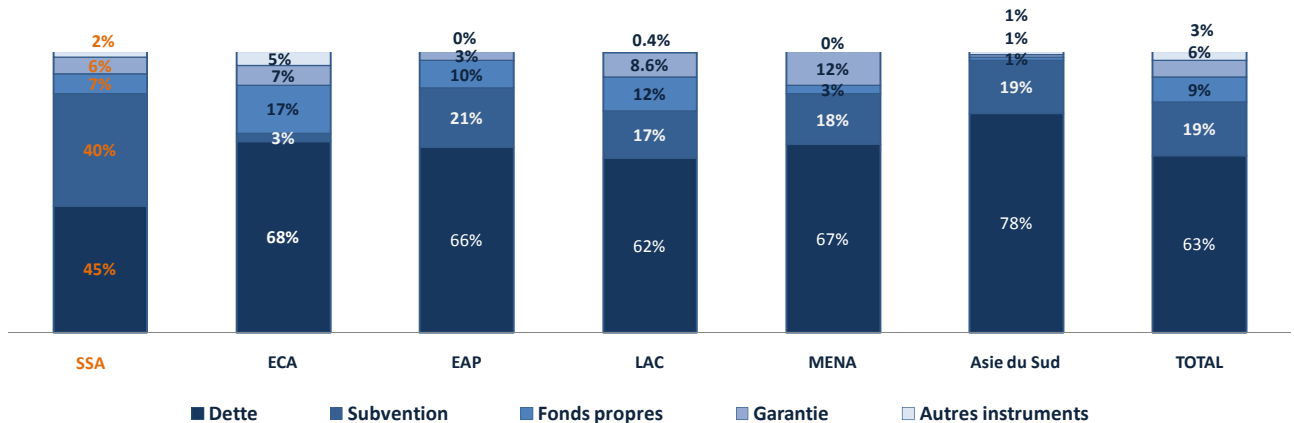
Nombre de pays couverts : 42

Nombre de bailleurs de fonds et investisseurs actifs dans la région : 41

Note : Seuls les projets ne concernant qu'un pays sont inclus dans le tableau ci-dessus. Les projets régionaux et mondiaux ne sont pas attribués par pays.

## Comment ?

### Montant total des engagements par instrument de financement



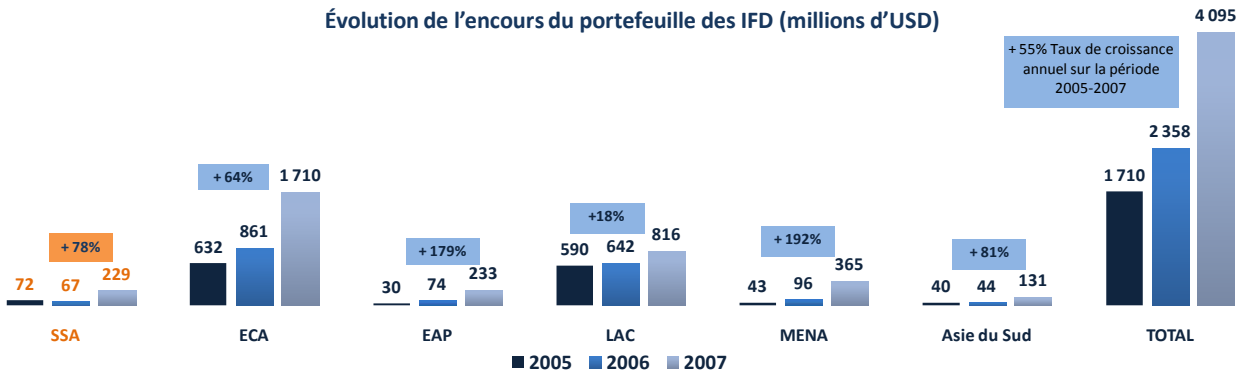
Nombre d'institutions participantes: 54

Note: La nature de l'instrument de "dette" diffère selon qu'il s'agit de bailleurs de fonds ou d'investisseurs. Les investisseurs fournissent en général des financements directement aux institutions financières de détail, ou indirectement à travers des structures d'investissement. Toutefois, les instruments de dette des gros bailleurs de fonds prennent le plus souvent la forme de prêts aux États. Les gouvernements peuvent alors utiliser ces fonds à des fins multiples et en particulier pour des prêts aux IMF/niveau détail.

## Tendances

L'analyse des tendances est possible pour un important sous-groupe d'investisseurs—les institutions de financement du développement (IFD)—parce que le CGAP dispose de trois années de données observées provenant de ces institutions. Les 16 IFD qui communiquent leurs données à l'enquête représentent 42 % du montant total des engagements. L'évolution de l'encours des portefeuilles des IFD pendant une période de trois ans est indiquée ci-dessous.

### Évolution de l'encours du portefeuille des IFD (millions d'USD)



Nombre d'institutions participantes: 16

Note : Encours du portefeuille = (Fonds décaissés) moins (remboursements); Engagements = Fonds mis de côté pour la microfinance dans tous les projets actifs, que ces fonds soient décaissés ou non.

## Echantillon de l'enquête

### Bailleurs de fonds (33)

#### Organismes bilatéraux

Organismes d'aide au développement et ministères des pays développés [par ex., Agence suédoise de développement international (SIDA), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)].

#### Banques multilatérales de développement et agences des Nations Unies

Organismes dont le capital appartient à divers États du monde industrialisé et du monde en développement [comme la Banque mondiale, les banques régionales de développement], et agences des Nations Unies [comme le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le Fonds international de développement agricole (FIDA)].

#### Fondations

Entreprises à but non lucratif ou fondations caritatives financées en général par une personne privée, une famille ou une entreprise, et dont le principal objectif est de faire des dons à des organisations avec lesquelles elles n'ont aucun lien [par ex., la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Ford]

#### Autres bailleurs de fonds

ONG internationales par ex.

### Investisseurs (21)

#### Institutions de financement du développement (IFD)

Antennes privées des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement des États [KfW (Allemagne), Société financière internationale (SFI) par exemple].

#### Investisseurs individuels

Investisseurs individuels «de détail» guidés par des motivations sociétales et individus très fortunés jouant le rôle de philanthropes d'entreprise. Les investisseurs individuels fournissent des capitaux via des organismes tels que l'Oikocredit (société coopérative néerlandaise), des fonds d'investissement et des plateformes peer-to-peer en ligne telles que Kiva.org

#### Investisseurs institutionnels

Banque internationales de détail, banques d'investissement, fonds de pension et fonds de participation privés qui orientent le capital vers la microfinance, [comme par exemple, la Deutsche Bank, TIAA-CREF].

**Participants à l'enquête:** AECI, FAD, BAfD, BAfD, BIO, CAF, CDC, ACIDI, Fondation Citi, Cordaid, DCA USAID, DfID, BERD, CE, BEI, Finfund, Ministère finlandais des finances, Initiative FIRST, FMO, Fondation sen'Finances, Fondation Ford, Fondation Gates, GTZ, Hivos, ICCO, FIDA, SFI, BIT, IMF/AFRITAC, BlSD, Ministère italien des finances, BJCI, Lux Dev, KfW, MCC, MIF/BID, MSDF, Ministère néerlandais des finances, Norad, Norfund, Réseau Omidyar, OPIC, Proparco, Oxfam Novib, Fondation Rabobank, CSD, SIDA, SIFEM, Kiva, Oikocredit, TIAA-CREF, FENU, USAID et Banque mondiale.

**Contact:** Pour de plus amples informations sur cette enquête, prendre contact avec Jasmina Glisovic-Mézières à [cgapbetteraid@worldbank.org](mailto:cgapbetteraid@worldbank.org). Les publications du CGAP sont fréquemment citées dans d'autres travaux La citation suggérée pour ce document est la suivante : CGAP 2008 Microfinance Funder Survey.

**Note:** L'enquête est basée sur les données communiquées par 54 bailleurs de fonds. Toutes les données fournies datent de décembre 2007 (sauf pour un petit nombre de bailleurs de fonds dont l'exercice financier se termine en juin) et ont été recueillies entre avril et août 2008. Quelques bailleurs de fonds n'ont pas pu indiquer la ventilation du volume total des engagements relatifs à la microfinance (par ex., le montant des engagements par niveau/objectif et instrument). Dans ce cas, le CGAP a utilisé des sources secondaires et exercé son meilleur jugement pour donner des estimations fiables. Si les montants effectifs ne peuvent pas toujours être fournis, les pourcentages donnent une bonne idée de la ventilation des financements.

